

# Lutte de classe

## Caricaturez-moi et laissez-moi penser librement !

L'affaire des caricatures de Mahomet parues dans la presse au Danemark, en Norvège, puis en France (*France Soir, Libération, Le Monde*), est révélatrice à plus d'un titre.

D'une part elle montre parfaitement que la distinction entre religieux modérés et fanatiques est très relative, tout au plus une vue de l'esprit, une illusion trompeuse ou une simple supercherie, puisque même en France, les religieux réputés pour être les plus modérés profitent des positions que les institutions leur ont accordées en violation de la loi de 1905, pour voler au secours des fondamentalismes. C'est l'occasion qui fait le larron et celle-ci était trop belle pour qu'ils la laissent passer.

D'autre part, elle permet de mettre en évidence que les fondements de la "*laïcité ouverte*" repose en réalité sur une tentative malicieuse de réintroduire de force la religion partout où elle a été expulsée dans le domaine public par le passé, sous des prétextes divers et fallacieux, mais aussi de tenter de l'imposer comme l'unique mode de penser universel foulant aux pieds le principe élémentaire de la liberté de penser.

Le président du Conseil français du culte musulman (CFCM), Dalil Boubakeur, n'a-t-il pas affirmé qu'il était "*fermement attachés au respect de la liberté d'expression*", après avoir dénoncé jeudi la "*provocation*" de *France Soir*, se posant en "*victime*" de la liberté d'expression.

Chirac qui l'a reçu lui emboîte le pas et "*appelle donc chacun au plus grand esprit de responsabilité, de respect et de mesure pour éviter tout ce qui peut blesser les convictions d'autrui*". Ce "*grand esprit de mesure*" qui consisterait évidemment à limiter, puis à amputer l'exercice de la liberté d'expression, s'inscrit dans le prolongement des propos tenus par Sarkozy le 29 septembre à La Réunion, où il avait encouragé les musulmans à remettre en cause la loi de 1905 avec plus d'audace : "*donnons-leur les moyens d'avoir leur indépendance*", sachant par avance quels usages ils en feraient et quels avantages il pourrait lui-même en retirer dans son combat contre la laïcité.

De son côté, Kofi Annan, a estimé que "*la liberté de la presse doit s'exercer dans le respect des religions*", ce qui signifie tout simplement que le droit des religions est supérieur à la liberté de la presse, elles pourraient imposer à tous leurs dogmes et leurs principes basés sur l'inégalité et l'injustice, au détriment de la liberté de penser en général qui s'exprime notamment à travers la diversité de la presse.

Que l'on comprenne bien : les religieux et leurs brebis égarées et manipulées voudraient limiter la liberté d'expression, parce qu'ils seraient "*victimes*" de la liberté d'expression ! Mais victimes de quoi au juste ? S'il faut interdire les caricatures de Mahomet, il faut aussi interdire les dessins, les romans, les poèmes, les chansons, les films, les pièces de théâtre, les publicités, les discours, à la demande du premier venu qui se sentirait "*humilié*" par telle ou telle tournure d'esprit humoristique, la liberté d'expression se réduirait alors à laisser s'exprimer librement les seules croyants et à bâillonner la très grande majorité de la population qui est athée, au nom de la justice divine sans doute.

Mais dans ce cas là, il n'y aurait plus réellement de liberté d'expression, ce serait le retour à la dictature de la religion et des religieux du Moyen-Age qui s'érigeraient en juge suprême de la pensée au-dessus des lois et de la Constitution des États, bonnes ou mauvaises, là n'est pas la question.

De plus, elle met une nouvelle fois en lumière à travers le monde, la collusion qui existe entre le pouvoir politique au service du capitalisme mondial et les fondamentalistes religieux de tous bords.

Le sabre et le goupillon défendent les mêmes causes, les mêmes intérêts.

L'histoire ne se répète pas, mais les mêmes tendances liberticides rejaillissent régulièrement au même endroit, d'où la nécessité de rester vigilant et de continuer le combat pour imposer le respect de la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État.

Les gouvernements tunisien et marocain qui sont loin de constituer des modèles de démocratie viennent d'en donner une brillante illustration en interdisant la parution de *France-soir*.

On pourrait ajouter que cette affaire montre une nouvelles fois que la religion avec son cortège de superstitions, d'atteintes aux droits de l'homme, est incompatible avec la liberté de penser et l'exercice de la liberté d'expression. Pire, loin de prôner l'"*amour universelle*" comme elle le prétend abusivement, elle est porteuse de vengeances, de haine et d'appel au crime contre les infidèles, les convertis, les non-croyants.

Quelques déclarations des derniers jours suffiront à le prouver.

Le principal dignitaire sunnite libanais, Mohamed Rachid Kabani a déclaré : "*Aujourd'hui constitue un test important. Que l'expression de notre condamnation reste conforme aux valeurs de l'islam.*", rejoignant ainsi l'ensemble des leaders musulmans qui se sont exprimés dans le même sens à travers le monde, montrant que "*les valeurs de l'islam*" sont incompatible avec la liberté d'expression.

L'influent religieux musulman, Youssef el-Qardaoui, a appelé à observer vendredi une "*journée internationale de colère*", une sorte de jihad contre les non-musulmans.

Dans un communiqué à l'AFP, les Comités de la résistance populaire et le "commandement commun" des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, liées au Fatah, ont décrété que "*tout Norvégien, Danois ou Français présent sur notre terre est une cible*". Là il s'agit carrément d'un appel au meurtre.

Dans une déclaration à un quotidien tunisien, le ministre saoudien de l'Intérieur, le prince Nayef Ben Abdel Aziz, a souhaité que le Vatican condamne la publication de ces caricatures, affirmant que cela ne relevait pas de la "*liberté d'opinion*". Gageons que ce ministre d'un État monarchique et théocratique sera entendu après le retour en grâce du délit de blasphème à travers toute l'Europe. Deux exemples suffiront à le démontrer.

Ainsi, en Roumanie, une pièce de théâtre intitulée *Les Évangélistes* se trouve être la cible d'une violente campagne orchestrée par le gouvernement et les calotins. La presse roumaine s'est déchaînée contre l'auteur, et le metteur en scène français a été déclaré *persona non grata*. Le metteur en scène, Benoît Vitse, qui est aussi le directeur du Théâtre Athénée d'Iasi, ville située au nord-est de la Roumanie, résume la situation : "*Les églises veulent faire interdire le spectacle*".

Teoctiste, le patriarche de l'Église orthodoxe de Roumanie a ainsi déclaré : "*Cette pièce est une insulte à notre Église*". Quant à l'archevêque catholique Ioan Robu, il a ajouté : "*C'est un blasphème contre notre vie et notre foi*". Comme les mots n'ont pas suffi pour empêcher le spectacle de continuer, ils sont passés aux appels au lynchage. On comprend que le metteur en scène se sente menacé physiquement avec sa troupe de comédiens : "*J'ai peur pour les jeunes acteurs, qui prennent beaucoup de risques. Je bénéficie d'une protection de la police.*", en ajoutant "*J'ai reçu un couteau dans une enveloppe et je suis traité d'homosexuel, de pédophile, de juif et d'alcoolique*". Le patron d'un club de football a pour sa part appelé les supporters de son équipe, réputés pour leur violence, à donner une leçon aux acteurs, relate *Le Monde*. Le maire d'Iasi a été jusqu'à déclarer que "*c'est à cause de gens comme moi qu'il y a eu des émeutes dans les banlieues de France*" a rapporté le metteur en scène.

On reconnaît bien là, le vrai visage de liberté, de tolérance, humaniste de l'Église, de toutes les Églises !

La liberté de penser n'est pas négociable, elle doit demeurer une et indivisible.

Toute tentative d'en limiter l'exercice quelque part dans le monde porte une atteinte intolérable à l'un des droits de l'homme fondamental. Il faut combattre ces tendances, non pas par l'intolérance ou en délivrant des messages de haine, mais en combattant l'obscurantisme, l'ignorance et les superstitions avec les armes de la raison.

Chaque homme et chaque femme doit pouvoir penser et s'exprimer librement partout dans le monde, sans prendre le risque de se retrouver un jour devant un tribunal ou derrière les barreaux.

Quoi que l'on puisse penser des journaux dans le collimateur des religieux musulmans, parce que la liberté de la presse en général en dépend, nous leur apportons notre soutien, comme nous soutenons les journalistes qui pourraient être arbitrairement condamnés, soit par la direction de leur propre journal, soit par un tribunal, en France, au Danemark ou en Suède. Précisons que la direction du journal *France Soir* a déjà procédé au limogeage du directeur qui avait laissé paraître les caricatures en question.

### **Autre cas en Italie.**

Nous vous appelons à signer la pétition lancée en France par la Fédération nationale de la Libre Pensée, l'Union des Athées et l'Union Rationaliste de Nantes, pour exiger la libération immédiate, le rétablissement dans ses fonctions, le juge italien Luigi Tosti condamné à 7 mois de prison et 1 an d'interdiction de fréquentation des salles publiques, au seul motif qu'il refuse l'affichage de symboles religieux dans les tribunaux italiens. De plus il vient d'être suspendu de ses fonctions et traitement par la section disciplinaire du Conseil Supérieur de la Magistrature, instance saisie par l'avocat général de la Cour de Cassation, autrement dit le gouvernement italien de Silvio Berlusconi.

Le texte complet de cette pétition figure dans le site *Lutte de classe*.

Site Internet de la campagne internationale : <http://brightsfrance.free.fr/tosti.htm>

Collecte des signatures individuelles de la pétition internationale : [brightsfrence@free.fr](mailto:brightsfrence@free.fr)  
Courriel en France où vous pouvez adresser votre signature : [naud\\_michel@yahoo.fr](mailto:naud_michel@yahoo.fr) (Michel Naud)  
Les associations, organisations ou partis doivent adresser leur courriel à l'adresse suivante :  
[BERLUSCONI\\_S@camera.it](mailto:BERLUSCONI_S@camera.it)

(Ce document a été préparé à partir des infos récupérées sur Internet : Agence Reuters et le journal *Le Monde*)